L'exécutif et le Parti socialiste appellent à voter Macron

Unanimité au sein du bureau national. François Hollande a mis en garde contre les dangers pour la France d'une victoire du FN. Le gouvernement appelle « au rassemblement de tous les républicains »

Les socialistes en ordre de bataille. Dès dimanche soir, le candidat de La Belle Alliance populaire Benoît Hamon, ainsi que plusieurs ténors du parti, avaient appelé sans ambiguïté à voter pour Emmanuel Macron. Et hier, c'est tout le parti – où ce qu'il en reste – qui lui a emboîté le pas.

Le Premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, avait ouvert le bal le matin, en condamnant sur Twitter la position de Jean-Luc Mélenchon [1]: *«J'ai du respect pour tous les votes de gauche et Mélenchon, mais ne pas appeler à battre Marine Le Pen est une faute, et intenable quand on est de gauche.»*

***« La mobilisation s'impose mais aussi la clarté des choix »*, a déclaré le chef de l'Etat dans une allocution télévisée.** (Photo AFP)

Un tract à 4 millions d'exemplaires

Peu avant 13 heures, c'est ensuite le parti lui-même, à l'issue d'une réunion de son bureau national, qui se positionnait. *«Nous appelons à battre l'extrême droite, Marine Le Pen, et donc nous appelons à voter Macron. Cette prise de position a été unanime au sein du bureau national du PS et c'est suffisamment rare pour que ce soit souligné»*, a déclaré Jean-Christophe Cambadélis. *«C'est aux socialistes de s'engager dans la bataille»*, a-t-il poursuivi, précisant qu'*«un tract à 4 millions d'exemplaires est en train d'être sorti»*.

A 16 heures, c'est François Hollande qui a pris le relais. Dans une allocution télévisée en direct de l'Élysée, le président de la République a jugé que *«la présence de l'extrême droite fait une nouvelle fois courir un risque pour notre pays»* et que *«face à un tel risque il n'est pas possible de se taire, pas davantage de se réfugier dans l'indifférence»*. *«La mobilisation s'impose mais également la clarté des choix. Pour ma part, je voterai Emmanuel Macron»*, a indiqué le chef de l'État, estimant que ce dernier est *«aujourd'hui celui qui défend les valeurs qui permettent le rassemblement des Français dans cette période si particulière, si grave que connaît le monde, l'Europe et la France.»*

Et d'évoquer, en cas d'une victoire de l'extrême droite, les conséquences sur l'économie – *«des milliers d'emplois qui seraient supprimés»*, une hausse des prix des produits importés et donc *«le pouvoir d'achat des Français [...] directement amputé»* –, les relations internationales – *«l'isolement de la France»* de manière générale, mais aussi *«la rupture avec l'Union européenne»* –, et en matière de sécurité – *«face à la menace terroriste, [...] l'extrême droite diviserait profondément la France»*.

Cazeneuve pour mener la bataille des législatives ?

Dans le même temps, quelque 25 membres du gouvernement se réunissaient à Matignon autour du Premier ministre, Bernard Cazeneuve. Au terme de deux heures de discussions, ce dernier a annoncé un soutien *«sans conditions»* du gouvernement à Emmanuel Macron et a appelé *«au rassemblement de tous les républicains»* afin de faire battre Marine Le Pen.

Voilà pour les préoccupations immédiates pour le second tour de la présidentielle. Mais au PS comme ailleurs – et sans doute plus qu'ailleurs, après la gifle historique que vient de subir le parti –, tous les regards sont désormais braqués sur les législatives. Et sur le risque d'une nouvelle division profonde, entre ceux qui préfèrent un rapprochement avec Emmanuel Macron et ceux plus favorables à un rapprochement avec Jean-Luc Mélenchon. Avec, en arrière-plan, la crainte qu'une stratégie indépendante entraîne une déroute parlementaire du niveau de celle de 1993, *annus horribilis* du PS aux législatives. Voire la disparition quasi pure et simple du parti.

Un sujet, donc, longuement abordé à Matignon, selon des participants à la réunion. D'autant que Bernard Cazeneuve, qui ne brigue pas lui-même un nouveau mandat, a déjà dit sa disponibilité. Après plusieurs appels en ce sens de la part de cadres socialiste, il a reçu hier un nouveau soutien de la part de Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement et fidèle parmi les fidèles de François Hollande.

1. Le candidat de La France insoumise n'a pas donné de consigne de vote, préférant soumettre le sujet à un vote en ligne des 450 000 militants. Sa porte-parole, Raquel Garrido, a expliqué hier à Europe 1 que cette consultation sera lancée aujourd'hui et durera jusqu'à vendredi midi. Trois options seront proposées : voter pour Emmanuel Macron, voter blanc ou s'abstenir.

Les réponses aux questions que tout le monde se pose

Erwan Lestrohan, directeur d'études à l'institut de sondages BVA Opinion, nous décrypte, chiffres à l'appui, les résultats du premier tour de la présidentielle.

Quel avenir pour le PS ?

«Benoît Hamon a récolté 2,2 millions de voix. C'est à peine plus que le nombre de votants à la primaire de la gauche. Cela s'explique notamment par un réflexe de vote utile. Il y a eu une grosse déperdition du vote socialiste vers Mélenchon et Macron. Et cela se retrouve dans les chiffres : 48% des sympathisants socialistes ont voté Macron, 24% Mélenchon, et seulement 21% pour Hamon. Pour le PS, il s'agit de retrouver une vision et un projet fédérateurs en vue des législatives. Mais on ne peut pas prédire que le PS soit complètement à la traîne comparé aux autres. Cela ne dit rien non plus sur l'avenir du parti. Il faut voir désormais ce que les militants souhaitent adopter comme ligne directrice entre les deux tours.»

Comment expliquer la dynamique Mélenchon ?

«Il a récolté près de sept millions de voix. C'est trois millions de plus qu'il y a cinq ans. Il a réussi à capter les abstentionnistes mais aussi le vote des catégories populaires (24% des employés et ouvriers). C'était aussi le candidat des jeunes de 18 à 24 ans qui ont voté à 27% en sa faveur. Il est très bien placé également dans les foyers à bas revenus, avec 28%, juste derrière Marine le Pen (30%). Le problème qui se pose pour lui aujourd'hui, c'est qu'il n'a pas créé de passerelle avec les autres candidats et reste isolé en vue des législatives, tant dans sa posture à l'égard de l'Europe que dans sa lutte contre le déficit public.»

La droite est-elle trop déchirée pour être encore réconciliable ?

«La ligne qu'a soutenue François Fillon et les affaires qui l'ont rattrapé expliquent en partie cette désaffection électorale. Car le candidat LR n'a capté que 53% des votes des sympathisants de droite et du centre. Alors qu'à titre de comparaison, le score de Marine Le Pen est de 91% à ce niveau. Pour elle, on peut parler d'une réelle dimension hégémonique. Aujourd'hui, les Républicains doivent se retrouver autour d'une figure et s'entendre sur un projet plus rassembleur. En parlant par exemple à la droite plus modérée, sachant que Fillon n'a récolté que 11% des voix des moins de 50 ans. D'où la nécessité de parler aux Français les plus jeunes mais aussi les plus précaires.»

Les Républicains peuvent-ils rebondir aux législatives ?

«Bien sûr. Le 1er tour n'augure rien pour les législatives, même si ce mauvais score prive le parti d'une dynamique qui aurait pu être instillée lors de cette campagne d'entre deux tours. Après, l'ancrage local des candidats remet les choses à plat et permet aux Républicains d'envisager ces législatives avec un minimum de sérénité. Mais c'est sûr qu'en étant dominés par le FN, les Républicains n'arriveront pas en position de force.»

Que penser du score du Front national ?

«Avec 7,1 millions de voix, le FN n'a jamais été aussi haut dans une élection nationale. C'est très au-dessus de 2012 (6,4 millions de voix) ce qui s'explique par une assise extrêmement populaire. Le FN a engrangé 37% des voix des « CSP– », dont 45% des votes ouvriers.

Erwan Lestrohan est directeur d'études à l'institut BVA Opinion. (Photo DR)

L'électorat du FN s'est surtout montré très mobilisé pour ce scrutin.»

Marine Le Pen peut-elle devenir présidente ?

«La question est de savoir si elle dispose d'un réservoir de voix suffisant et si son score est susceptible de progresser. Avant le premier tour, nos derniers sondages disaient qu'en cas de duel Macron - Le Pen, 43% électeurs de Fillon voteraient pour Macron, 16% pour Le Pen, et 41% s'abstiendraient ou voteraient blanc. La question de la mobilisation va être un sujet à surveiller ces deux prochaines semaines. L'autre élément important concerne le choix des électeurs de Mélenchon. Dans quelles mesures vont-ils se mobiliser pour faire barrage au FN au 2nd tour ?»

Doit-on s'étonner de la victoire de Macron au 1er tour ?

Il était le favori des sondages. Même s'il faut noter qu'il reste un candidat qui a été choisi un peu par défaut. 29% de ses électeurs disent avoir voté pour «le moins pire». C'est surtout un candidat qui plaît aux cadres et aux urbains. Mais il a été élu autour d'un certain pragmatisme et du renouveau qu'il a su incarner. Sa base électorale s'est confortée dans les dernières semaines puisqu'il a bénéficié alors des affaires de Fillon et du ralliement de Bayrou. 79% de ses électeurs se sont décidés dans les deux derniers mois (contre 31% pour Le Pen). Sa grande force est d'avoir réussi à rassembler les Français, en devenant le réceptacle des déçus de la radicalité des candidats socialiste et républicain. La question, désormais, c'est de savoir quelle est sa perméabilité avec les différents partis, ce qui dira alors sa capacité à dégager des majorités aux élections législatives.

PROPOS RECUEILLIS PAR GUILLAUME AUBERTIN